



Union européenne
Politique régionale

panorama

inforegio

36

Hiver 2010-2011

Assurer une croissance intelligente, durable et inclusive

Le cinquième rapport sur la cohésion économique,
sociale et territoriale

fr

ÉDITORIAL

3

APERÇU

La politique de cohésion soutient la stratégie Europe 2020

4-13

INTERVIEW

Johannes Hahn, commissaire européen en charge de la politique régionale

14-15

DÉVELOPPEMENT POUR TOUS

La politique de cohésion investit dans toutes les régions

16-17

LES RÉGIONS MOINS FAVORISÉES

Favoriser l'équilibre économique

18-19

REPENSER LA GOUVERNANCE

Rapprocher la politique de cohésion des Européens

20-21

LE PIB ET AU-DELÀ

Mesurer le progrès

22-23

IMPACT DE LA POLITIQUE DE COHÉSION

Des preuves évidentes de résultats positifs

24-25

REGARD EXTÉRIEUR

Preben Gregersen — Président du comité de suivi danois des Fonds structurels
Philip McCann — Conseiller spécial du commissaire européen en charge de la politique régionale

26-27

COMPTE RENDU

Enrichissement du cinquième rapport sur la cohésion

28

ÉTAPES À SUIVRE

Consultation publique sur le cinquième rapport sur la cohésion

29

DANS LES COULISSES

Testez vos connaissances avec le quiz sur la cohésion

30

AGENDA

31

32

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX!



Le cinquième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale donne une perspective unique du développement régional européen. Il dresse l'état des lieux de nos objectifs communs et offre une base analytique vaste et solide pour la politique de cohésion après 2013.

Depuis sa première publication en 1996, ce rapport essentiel sur la cohésion a démontré une pertinence politique grandissante et des liens plus étroits avec les stratégies européennes globales. Ce cinquième rapport met en exergue le rôle clé des régions dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et identifie les défis ambitieux — mais pas irréalisables — qui attendent l'Europe.

Le rapport s'appuie sur le travail de beaucoup d'autres, parmi lesquels le Rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi et la Communication de la Commission «Le PIB et au-delà: Mesurer le progrès dans un monde en mutation». Il présente de nouvelles et meilleures mesures du progrès, dont plusieurs n'ont jamais été utilisées auparavant à l'échelle régionale, allant du nouvel indice régional de compétitivité à des indicateurs de santé, de bien-être, de pauvreté et de changement climatique.

Afin de souligner la diversité territoriale de l'Union européenne et les dimensions spatiales du développement, ce rapport sur la cohésion comprend pour la première fois plus d'une centaine de cartes. Soit une avancée considérable pour l'analyse des régions européennes. En outre, toutes les données à la base de ces cartes peuvent désormais être téléchargées d'un simple clic.

Avec ce rapport, nous voulons préparer le terrain propice à une politique de cohésion plus efficace. La grande variété d'indicateurs utilisés aidera les régions et les États membres à se focaliser sur des priorités essentielles pour leurs nouveaux programmes.

Bonne lecture!

Dirk Ahner

*Directeur général, Commission européenne
Direction générale de la politique régionale*

LA POLITIQUE DE COHÉSION SOUTIENT LA STRATÉGIE EUROPE 2020

Grâce à la stratégie Europe 2020, l'UE peut se targuer de posséder une vision à long terme pour son économie de marché sociale. Adoptée en juin 2010, cette stratégie entend, sur la prochaine décennie, aider l'Europe à sortir avec succès de la crise économique tout en plaçant les États membres sur la voie d'une croissance durable, source de prospérité et de progrès social pour l'avenir.

La politique de cohésion y jouera un rôle déterminant en contribuant de manière significative à chacune des trois priorités de la stratégie, à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive.

La crise économique mondiale sans précédent, qui a éclaté en 2008, a mis à mal bien des progrès dont jouissait l'UE au cours de la dernière décennie, frappant de plein fouet l'emploi et la croissance. Axée sur une action collective au niveau communautaire, la stratégie Europe 2020 s'articule autour de trois priorités de croissance qui se renforcent mutuellement.

Stratégie Europe 2020: les trois priorités

Une croissance intelligente consiste à développer une économie fondée sur la connaissance et l'innovation.

Une croissance inclusive encourage une économie à fort taux d'emploi favorisant la cohésion sociale et territoriale.

Une croissance durable promeut une économie plus efficace dans l'utilisation des ressources, plus verte et plus compétitive.

Objectifs de croissance

La stratégie définit cinq objectifs élémentaires que les États membres sont appelés à transposer au niveau national pour refléter leurs différentes positions de départ. Il s'agit, d'ici 2020, de réaliser les objectifs suivants:

Cinq objectifs élémentaires:

- Le taux d'emploi de la population âgée de 20 à 64 ans doit atteindre 75 %.
- L'investissement public et privé dans la R&D doit atteindre 3 % du PIB de l'UE.
- Les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 20 % par rapport aux niveaux de 1990, en augmentant la part des sources d'énergie renouvelable à 20 % et en accroissant de 20 % notre efficacité énergétique.
- Le taux d'abandon scolaire doit être ramené à moins de 10 %. La part de la population âgée de 30 à 34 ans ayant achevé un cursus universitaire ou équivalent doit atteindre au moins 40 %.
- Le cinquième et dernier objectif consiste à sortir au moins 20 millions de personnes du risque de pauvreté et d'exclusion.

La réalisation de ces objectifs exigera une action concertée aux niveaux européen, national, régional et local. Ainsi, les États membres élaboreront, en collaboration avec les acteurs régionaux et locaux, des Programmes nationaux de réforme en vue d'atteindre les priorités et objectifs de la stratégie Europe 2020. La Commission européenne soutient également ces priorités et objectifs à travers sept initiatives phares, qui seront adoptées au printemps 2011.



Belgique, Anvers, Donner de l'emploi aux immigrants: Télécéntré



Stratégie Europe 2020: sept initiatives phares

- Une Union pour l'innovation: recentrer la politique de R&D et d'innovation sur des défis majeurs, tout en comblant le fossé entre la science et le marché pour convertir les inventions en produits.
- Jeunesse en mouvement: renforcer la performance et l'attractivité internationale des établissements d'enseignement supérieur européens en promouvant la mobilité professionnelle des jeunes et des étudiants.
- Une stratégie numérique pour l'Europe: garantir des bénéfices économiques et sociaux durables grâce à un marché numérique unique basé sur l'internet à haut et très haut débit.
- Une Europe efficace dans l'utilisation des ressources: soutenir le passage à une économie efficace dans l'utilisation des ressources et à faible émission de carbone.
- Une politique industrielle pour l'Europe: soutenir le développement d'une base industrielle européenne à même d'affronter la concurrence mondiale dans un contexte d'après-crise, promouvoir l'esprit d'entreprise et développer de nouvelles compétences.
- Une stratégie pour les nouvelles compétences et les nouveaux emplois: créer les conditions pour moderniser les marchés du travail; soit augmenter les taux d'emploi et garantir la pérennité des modèles sociaux.
- Une plateforme européenne contre la pauvreté: garantir une cohésion économique, sociale et territoriale en aidant les personnes en situation de pauvreté et d'exclusion sociale et en leur donnant les moyens de participer activement à la société.

La politique de cohésion et la stratégie Europe 2020: une évolution mutuellement bénéfique

Incontestablement, la politique de cohésion, y compris l'actuel programme 2007-2013, tire profit d'une variété d'instruments financiers servant à poursuivre les objectifs politiques généraux de l'UE, tels que la stratégie Europe 2020. Fort du constat que la stratégie présente un ensemble manifeste de priorités communes et un cadre clair visant à identifier les priorités de financement, le cinquième rapport sur la cohésion souligne toute l'importance pour la politique de cohésion de définir des priorités claires dans la perspective d'une croissance intelligente, durable et inclusive. Ces priorités devraient s'attacher: au soutien des nouvelles entreprises; à l'innovation; à la réduction des émissions; à l'amélioration de la qualité de notre environnement; à la modernisation des universités; aux économies d'énergie; au développement de réseaux d'énergie, de transport et de télécommunications partageant un intérêt européen; aux investissements dans les infrastructures de recherche; au développement du capital humain; et à l'inclusion active dans la lutte contre la pauvreté.

Le lien explicite entre la politique de cohésion et la stratégie Europe 2020 offre une réelle opportunité de continuer à aider les régions les moins développées de l'Union à combler leur retard. Il peut également transformer la politique de cohésion en un important vecteur de croissance pour l'ensemble de l'UE.



Des élèves découvrent un jeu sur la géographie européenne

Croissance intelligente

Déjà sous la période actuelle (2007-2013), la politique de cohésion contribue de manière significative à chacune des priorités Europe 2020, à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive. Ainsi, en termes de croissance intelligente, les investissements de soutien à l'entreprise et à l'innovation — le plus important secteur d'investissement dans la plupart des régions — avoisinent les 80 milliards d'euros. Soit une augmentation de 100 % par rapport au programme précédent (2000-2006). Cela inclut une aide financière directe à l'investissement et à la R&D mais aussi, et de plus en plus, une assistance non financière sous la forme de mises en réseau et de systèmes d'innovation, de conseils professionnels et d'incubateurs. Cela inclut également un recours plus fréquent à des instruments financiers non subventionnés, tels que des fonds de capital-risque et des fonds de prêts, qui apportent une réponse à des problèmes aussi cruciaux que l'accès au capital des PME, tout en minimisant les coûts et en créant des formes de financement durables à long terme.

Les évaluations de la période 2000-2006 ont mis en évidence certains points intéressants de l'impact de la politique de cohésion sur la croissance intelligente. Selon certaines estimations, les projets soutenus ont créé au moins un million d'emplois, quelque 230 000 entreprises (essentiellement des PME) ont bénéficié d'une aide financière directe, et environ 1,7 million d'autres (à nouveau des PME pour l'essentiel) ont pu compter sur des conseils, une expertise et une assistance en matière de mise en réseau.

La période 2000-2006 a également démontré que la plupart des régions ont investi avec succès dans l'avenir en concentrant leurs efforts sur l'innovation, la capacité des PME à utiliser les nouvelles technologies, en encourageant les pôles, l'internationalisation et la création de nouveaux emplois. Le Fonds social européen a également apporté une contribution importante en allouant environ 75 % de ses ressources durant la période 2000-2006 à des politiques actives du marché du travail, à l'adaptabilité, à l'apprentissage tout au long de la vie et à la société de l'information. Les résultats sont d'ores et déjà visibles sous cette programmation, les États membres faisant état de 25 000 emplois créés fin 2009, malgré la crise économique mondiale.

Une récente étude de la performance de la politique de cohésion en 2007-2013 conclut que cette dernière soutient sensiblement la politique de recherche et de développement à travers l'UE, pas seulement en termes financiers — pourtant significatifs — mais aussi en stimulant au niveau régional le développement

En route vers une industrie automobile plus concurrentielle

Flanders' DRIVE, un centre de compétences soutenu par le gouvernement flamand et le Fonds européen de développement régional, stimule l'innovation et encourage la collaboration entre les différentes entreprises de l'industrie automobile. Il initie, gère et agit en qualité de partenaire de compétence et de connaissance dans des projets pour l'industrie et en collaboration avec elle, conformément à ses besoins.



Le VLOC (Vlaams Luchtvaartopleidingscentrum, Centre flamand de formation aéronautique), un centre de connaissances, de compétences et de formation pour l'industrie aéronautique flamande



de stratégies plus cohérentes qui tiennent compte des spécificités locales et des besoins des entreprises. La dimension régionale des politiques d'innovation a également crû ces dernières années avec le soutien du Fonds européen de développement régional. Alors que les États membres plus avancés investissent davantage dans l'innovation et récoltent des bénéfices considérables dus à l'effet multiplicateur sur l'investissement privé, les régions de convergence créent aujourd'hui les bonnes conditions-cadres pour l'innovation en termes de capacité institutionnelle et de développement des ressources humaines. Dans ce processus, la politique de cohésion a joué un rôle moteur.

Coup de pouce à la collaboration entre innovateurs

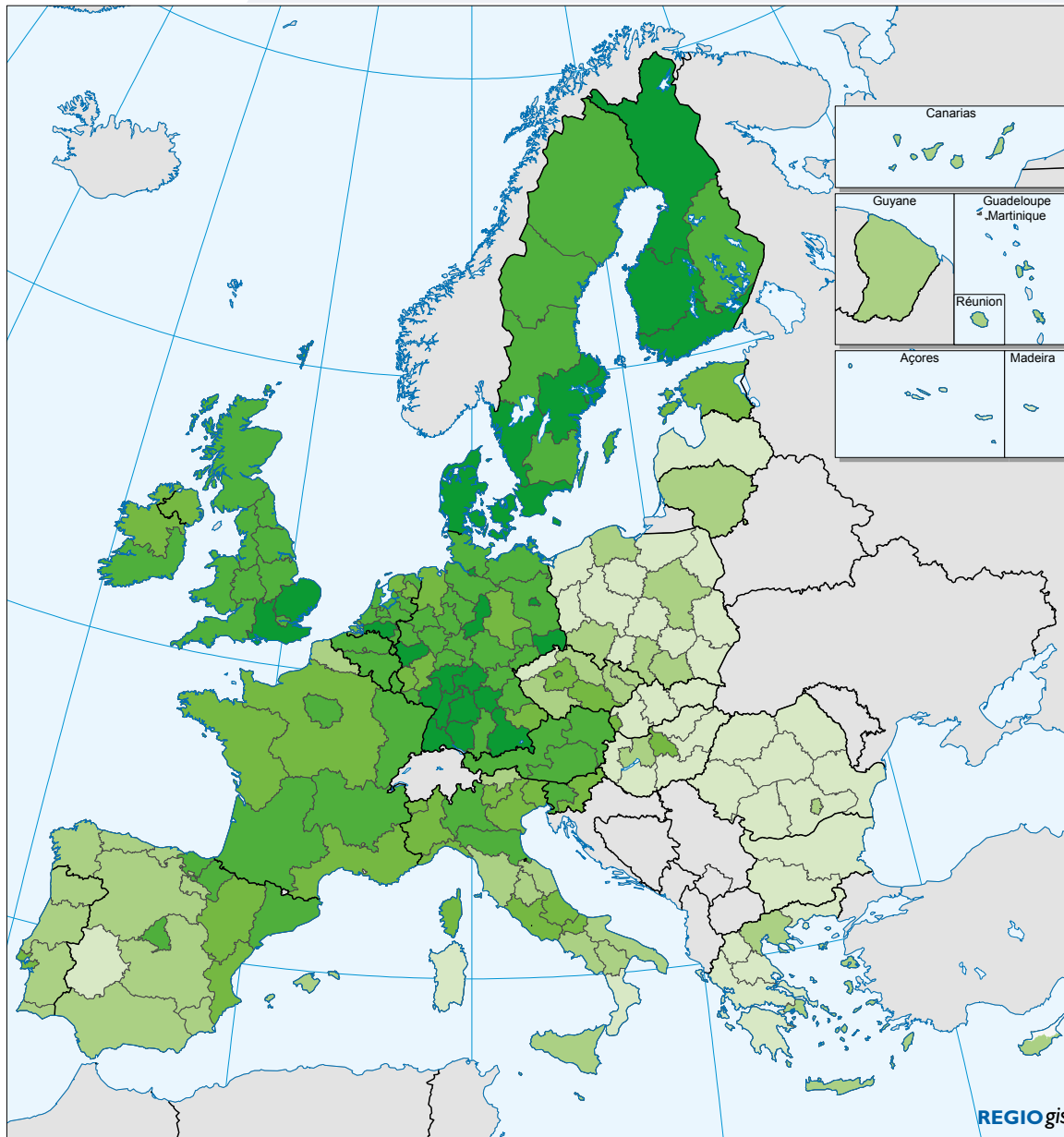
Quelque 150 projets d'innovation sont mis en œuvre en Estonie, grâce au programme Innovation Voucher Grant, avec le soutien du Fonds européen de développement régional. Lancé en février 2010, il cible les petites entreprises qui peuvent acheter des services aux instituts de recherche estoniens en utilisant des coupons innovations, ou Innovation Vouchers, de l'Enterprise Estonia, l'organisme de promotion des entreprises innovantes estoniennes, dans le but de développer de nouvelles idées. De nombreux projets font la part belle à l'efficacité énergétique et aux initiatives respectueuses de l'environnement, dont les maisons passives et le compostage des déchets.

Conditionnement progressif

Plus de 20 entreprises du secteur de l'emballage en République tchèque partagent aujourd'hui leur savoir et leur expertise, grâce au cluster Omnipack, une association formée sur une base volontaire en 2005 avec le soutien du Fonds européen de développement régional. Cette forme de coopération améliorée a permis le développement et la commercialisation de produits innovants offrant une plus grande valeur ajoutée, au bénéfice du pays lui-même mais aussi de l'Europe centrale et de l'Est.



Indice régional de performance d'innovation, 2006



Indice régional de performance d'innovation, 2006

- Performance d'innovation faible
- Performance d'innovation faible à moyenne
- Performance d'innovation moyenne
- Performance d'innovation moyenne à élevée
- Performance d'innovation élevée

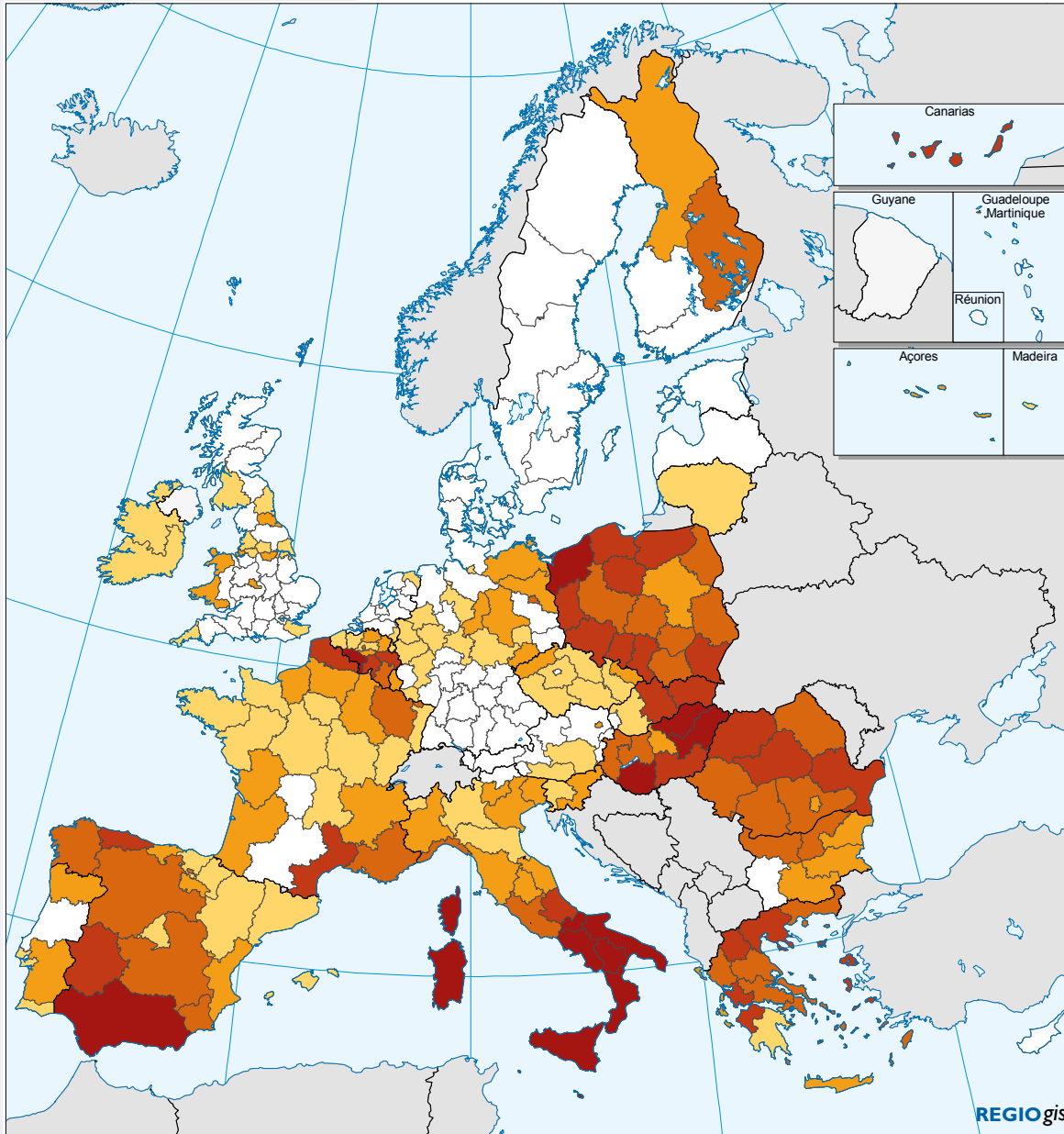
Source: DG Entreprises, MERIT

0 500 Km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

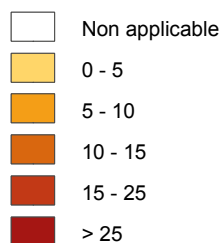
Hausse du PIB en portant le taux d'emploi à 75 %

Pourcentage de variation du PIB par habitant, 2007



Hausse potentielle du PIB en portant le taux d'emploi des 20-64 ans à 75 %, 2007

Pourcentage de variation



EU27 = 6

Source: Eurostat, DG REGIO

0 500 Km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

Lignes ferroviaires à grande vitesse



La plus grande vitesse sur des tronçons ferroviaires selon les horaires, 2010

km/h

- <= 50
- 51 - 80
- 81 - 120
- 121 - 160
- 161 - 200
- 201 - 320

Comme différents services de trains circulant à différentes vitesses peuvent opérer sur les lignes, la vitesse affichée indique la vitesse moyenne du service ferroviaire le plus rapide. Les tronçons réservés au transport de marchandises ne sont pas montrés.

Source:
Base de données RRG GIS, horaires de la société de chemin de fer

0 500 Km

© EuroGeographics Association for the administrative boundaries



Croissance durable

Avant même que la lutte contre le changement climatique devienne un objectif central de l'UE, la politique de cohésion instaurait déjà des mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique des entreprises et mettait sur pied des équipements de production d'énergie renouvelable à travers l'Europe. Au cours de la période actuelle, la moitié des États membres ont intégré des indicateurs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans leurs programmes. L'Autriche, l'Allemagne, la France et l'Italie ont d'ores et déjà annoncé une réduction de plus de 27 000 kilotonnes d'équivalents de CO₂.

La croissance durable implique également d'améliorer la connectivité et de créer des formes alternatives de transport durable. En 2000-2006, la politique de cohésion a investi plus de 50 milliards d'euros dans le transport, atteignant quelque 75 milliards en 2007-2013 au terme d'une période de programmation complète pour l'UE-12. La grande majorité de ces ressources a été investie dans les régions de convergence.

En Grèce, en Irlande, au Portugal et en Espagne, la densité du réseau autoroutier est passée d'environ 90 % de la moyenne européenne des 15 en 2000 à 111 % en 2006. Les fonds ont joué un rôle significatif dans ce processus de rattrapage. Près de 60 % du réseau autoroutier, nouveau et existant, au sein de l'UE-12, a été cofinancé par le Fonds de cohésion et par le Fonds européen de développement régional. Différentes évaluations indiquent également que les investissements dans le transport urbain ont contribué à réduire la pollution et la congestion, deux objectifs fondamentaux de la croissance durable.



Liaison à grande vitesse Cordoue-Malaga

Le réseau ferroviaire a également été grandement amélioré à la suite d'investissements cofinancés par la politique de cohésion, contribuant à la construction et à la modernisation de 7 260 km de rails en 2000-2006. Pour les lignes à grande vitesse, 56 % de l'ensemble du développement du réseau jusqu'en 2006 avait bénéficié des fonds. En Espagne, c'est l'ensemble des extensions du réseau qui a été financé. La durée des trajets a également été fortement raccourcie, passant de 114 à 65 minutes entre Rome et Naples, et de manière tout aussi significative entre Madrid et l'Andalousie (Madrid-Malaga de 240 à 160 minutes). Ces investissements s'inscrivaient dans le cadre de politiques intégrées, de manière à les coordonner avec d'autres développements planifiés, tels que la création de technopôles, l'augmentation des infrastructures éducatives et le drainage d'investissements étrangers directs.

Corridors écologiques en Pologne

Une centaine de projets d'infrastructure verte voient le jour en Pologne, sous la houlette du Centre de coordination des projets environnementaux (CKPS) et cofinancés par le Fonds européen de développement régional. Ils prévoient la construction de passages animaliers, la suppression des obstacles à la migration animale ainsi que des sentiers éducatifs et touristiques.

La Costa del Sol désormais accessible à grande vitesse

Grâce à un projet de grande envergure, financé en partie par l'UE, l'Espagne dispose désormais d'une voie double à grande vitesse courant entre les villes de Cordoue et de Malaga. D'une longueur totale d'environ 155 km, cette nouvelle ligne à grande vitesse, inaugurée en décembre 2007, est plus courte, d'environ 25 km, que la route conventionnelle.

Réseau de distribution d'hydrogène pour voitures écologiques

Sept véhicules hybrides à pile à combustible ont fait l'objet d'un test pilote dans plusieurs villes de l'ouest du Danemark, dans le cadre d'un projet cofinancé par le Fonds européen de développement régional. Parmi les partenaires (plus de 20), on retrouvait des stations-service à hydrogène, approvisionnées par le générateur d'hydrogène par électrolyse d'un fournisseur d'énergie local.

Croissance inclusive

La politique de cohésion s'est révélée être l'un des meilleurs moyens pour l'Union européenne de démontrer son engagement solidaire en propageant la croissance et la prospérité aux quatre coins de l'UE. Ainsi, le Fonds social européen (FSE) soutient chaque année la formation d'environ neuf millions d'Européens, reflétant un équilibre dans les politiques économiques communautaires — une démonstration pratique de la manière dont l'UE promeut activement l'inclusion parallèlement à la croissance.

Le FSE soutient les PME et renforce leur compétitivité. En Pologne, par exemple, en 2004-2006, le FSE a encouragé les microentreprises à former leurs employés; 41 % des entreprises bénéficiaires n'avaient jamais investi dans une formation auparavant. De même, dans la région de Saxe en Allemagne, durant la période 2007-2013, la moitié des entreprises bénéficiant du soutien du FSE ne s'étaient encore jamais engagées dans la formation. Le FSE soutient également la RDT et l'innovation. En 2000-2006, près de 70 000 emplois de recherche ont été soutenus par le FSE en Allemagne, en Espagne, en Finlande, en France, en Suède, en Slovaquie et au Royaume-Uni, tandis que plus de 40 000 personnes ont obtenu un diplôme et presque 60 000 ont trouvé un emploi après avoir participé à une activité soutenue par le FSE.

En 2000-2006, environ 28 millions de personnes ont participé aux politiques actives du marché du travail, comprenant des mesures pour combattre le chômage, augmenter l'emploi et maintenir l'aptitude à l'emploi. Un tiers des chômeurs de l'UE ont participé chaque année à des programmes financés par le FSE.

Le FSE soutient également avec force l'égalité des sexes, en aidant les femmes sur le marché de l'emploi, en promouvant leur apprentissage tout au long de la vie, en soutenant leur activité dans les domaines scientifiques et technologiques et en les aidant à créer leur entreprise. En 2000-2006, 4,5 milliards d'euros ont été injectés dans des mesures de promotion de l'égalité des sexes et de l'intégration de la dimension de genre. La plus grande part de ces dépenses dédiées aux mesures de genre ciblait l'Allemagne, pour 25 % du total communautaire.

La formation aux TIC ouvre de nouvelles perspectives aux agriculteurs

Les agriculteurs d'Irlande du Nord ont reçu une formation pour mettre la technologie actuelle au service de leurs tâches administratives quotidiennes, grâce à un financement de l'UE dans le cadre du programme PEACE II. L'écrasante majorité des participants au projet reconnaissent maintenant que la formation reçue les a aidés à adopter de meilleures pratiques professionnelles.

Aider les Hongrois les plus défavorisés

Le développement d'une trentaine de «microrégions» en Hongrie est renforcé avec le soutien du programme Least Developed Micro-Regions (LDMR), la contribution des communautés locales et le financement de l'UE. Quelque 250 projets ont été initiés, axés sur la construction ou le réaménagement d'écoles et de crèches, de centres de santé et sociaux, de gares routières, d'équipements d'eau et d'eaux usées; la prévention des inondations; le tourisme et la culture.



Le chômage parmi les jeunes bénéficie d'une attention particulière.

Comment la politique de cohésion soutiendra-t-elle la stratégie Europe 2020?

Selon le cinquième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale, qui vient de paraître, la politique de cohésion a profité à toutes les régions par le biais d'avantages commerciaux directs et indirects, tout en soutenant les priorités communautaires telles que la protection de l'environnement, la recherche et l'innovation. Entre 2000 et 2006, par exemple, elle a permis de créer environ 1,4 million de nouveaux emplois, de moderniser des centaines de liaisons aériennes, ferroviaires et routières et d'améliorer la distribution d'eau potable et le traitement des eaux usées pour des millions d'Européens.

Au même titre que le FSE, la politique de cohésion tire profit de son expérience transfrontalière pour soutenir les groupes sociaux ou les domaines politiques qui, sans elle, seraient négligés. Elle met aussi l'accent sur les approches innovantes favorisant l'emploi, la formation et l'inclusion sociale.

Pour ces raisons, la politique de cohésion de l'Union européenne est idéalement placée pour apporter sa pierre à l'édifice de la stratégie Europe 2020, en traduisant ses priorités en actions de développement concrètes sur le terrain régional et local. Elle continuera à investir dans la modernisation et fera office de catalyseur à un changement structurel dans toutes les régions européennes. Elle mobilisera également un grand nombre d'intervenants régionaux et locaux aux quatre coins de l'Europe.

Un partenariat réunissant le plus grand nombre d'acteurs et la volonté de faire siennes les priorités de réforme seront autant de facteurs essentiels à la réussite de la mise en œuvre de la stratégie. Les acteurs régionaux et locaux, notamment, ont un rôle décisif à jouer de par leurs compétences en matière d'enseignement et de formation, d'emploi, de transport, de recherche et de développement, et d'énergie — nombre de ces compétences constituent des domaines de convergence pour la stratégie Europe 2020.

POUR EN SAVOIR PLUS

• Europe 2020

http://ec.europa.eu/europe2020/index_en.htm

• Réseau d'experts en évaluation pour analyser la performance de la politique de cohésion 2007-2013: synthèse des notes d'orientation sur l'innovation

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docgener/evaluation/rado_fr.htm

Autriche, la Maison Gemini, une maison productrice d'énergie solaire



JOHANNES HAHN

Commissaire européen en charge de la politique régionale

Panorama a rencontré le commissaire Johannes Hahn pour savoir ce qu'il pense des succès de la politique de cohésion à ce jour et l'a interrogé sur les nouveaux objectifs et défis des dix prochaines années, comme la réforme en lien avec les priorités de la stratégie Europe 2020.

Que raconte le cinquième rapport sur la cohésion?

Il confirme tout d'abord que les récentes tendances de convergence entre les régions européennes se poursuivent, entraînant une nette diminution des différences régionales en termes de produit intérieur brut (PIB) par habitant. Néanmoins, les régions plus développées restent plus compétitives. Elles sont plus innovantes, leurs travailleurs sont mieux formés, elles ont un taux d'emploi supérieur, sont dotées de meilleures infrastructures et leur gouvernement est plus performant.

Le rapport identifie également les différences en termes de durabilité environnementale à travers les régions européennes. Par exemple, certaines régions sont extrêmement vulnérables au changement climatique, d'autres sont mieux armées pour produire plus d'énergie renouvelable, et de nombreux centres urbains souffrent d'une mauvaise qualité de l'air.

Le rapport appelle à une meilleure coordination entre les politiques communautaires, les politiques nationales et la politique de cohésion afin d'aider les régions à exploiter leur potentiel et à valoriser leurs atouts. Il présente également le résultat des évaluations, lesquelles concluent que la politique de cohésion a largement contribué à la cohésion économique, sociale et territoriale dans les domaines financés.

Enfin, avec ce cinquième rapport sur la cohésion, la Commission avance certaines de ses idées clés en matière de réforme de la politique de cohésion. Ces idées sont le résultat d'une longue discussion entamée avec le quatrième rapport sur la cohésion, publié en 2007. Ce cinquième rapport trace les grandes lignes de l'avenir de la politique de cohésion, couvrant sa mission et son organisation; comment la rendre plus efficace et améliorer son impact en vue d'une plus grande valeur ajoutée européenne; comment renforcer davantage son administration et l'implication des parties prenantes; et comment rationaliser et simplifier sa mise en œuvre.

Comment les régions, en particulier via la politique de cohésion, contribuent-elles aux objectifs d'Europe 2020?

Le cinquième rapport sur la cohésion établit que pour atteindre les objectifs définis par la stratégie Europe 2020, une approche intégrée s'impose, ce qui implique de trouver le bon équilibre entre différents types d'investissements. Cela signifie que nous devons tenir compte des grandes diversités entre les régions de l'UE, en particulier des défis et opportunités géographiques qui leur sont propres, afin de prévenir un développement inégal qui entraverait leur potentiel de croissance.



Quels sont les principaux éléments de réforme proposés pour la politique de cohésion après 2013?

Tout d'abord, la politique de cohésion doit s'aligner sur les priorités de la stratégie Europe 2020, à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive. Ensuite, nous devons veiller à ce que les États membres et les régions concentrent les ressources européennes et nationales sur un petit nombre de priorités dégagées sur la base de leurs défis spécifiques. En outre, nous devons introduire des incitants plus puissants et le principe de conditionnalité, en particulier dans les domaines qui bénéficient des investissements de la politique de cohésion, comme les infrastructures de transport et environnementales, l'enseignement et la formation, ou la recherche et le développement (R&D) et l'innovation. La politique de cohésion gagnerait ainsi en efficacité.

Quatrièmement, la politique de cohésion doit évoluer vers un système davantage orienté résultats, mettant davantage l'accent sur la performance. Nous devons aussi soutenir l'utilisation de nouveaux instruments financiers, afin de délaissier les subventionnements traditionnels au profit de financements novateurs combinant subventions et prêts. Ces types d'outils financiers se chiffraient à 10 milliards d'euros pour la période 2007-2013. Nous devons par ailleurs améliorer le rendement des instruments existants et les étendre à d'autres domaines. Enfin, nous devons rationaliser et simplifier nos prestations pour renforcer à la fois la responsabilité et la transparence de la politique.

Quel rôle joue la cohésion territoriale?

Avec l'adoption du traité de Lisbonne, la cohésion territoriale est venue s'ajouter aux objectifs de cohésion économique et sociale. Elle a toujours fait partie de la politique de cohésion européenne, mais il importe que nous en renforçons la dimension durant la période post-2013. La dimension territoriale est particulièrement importante pour les zones tantôt urbaines, tantôt rurales. La politique de cohésion peut aussi jouer un rôle central pour améliorer la situation des zones transfrontalières et transnationales, ou encore des

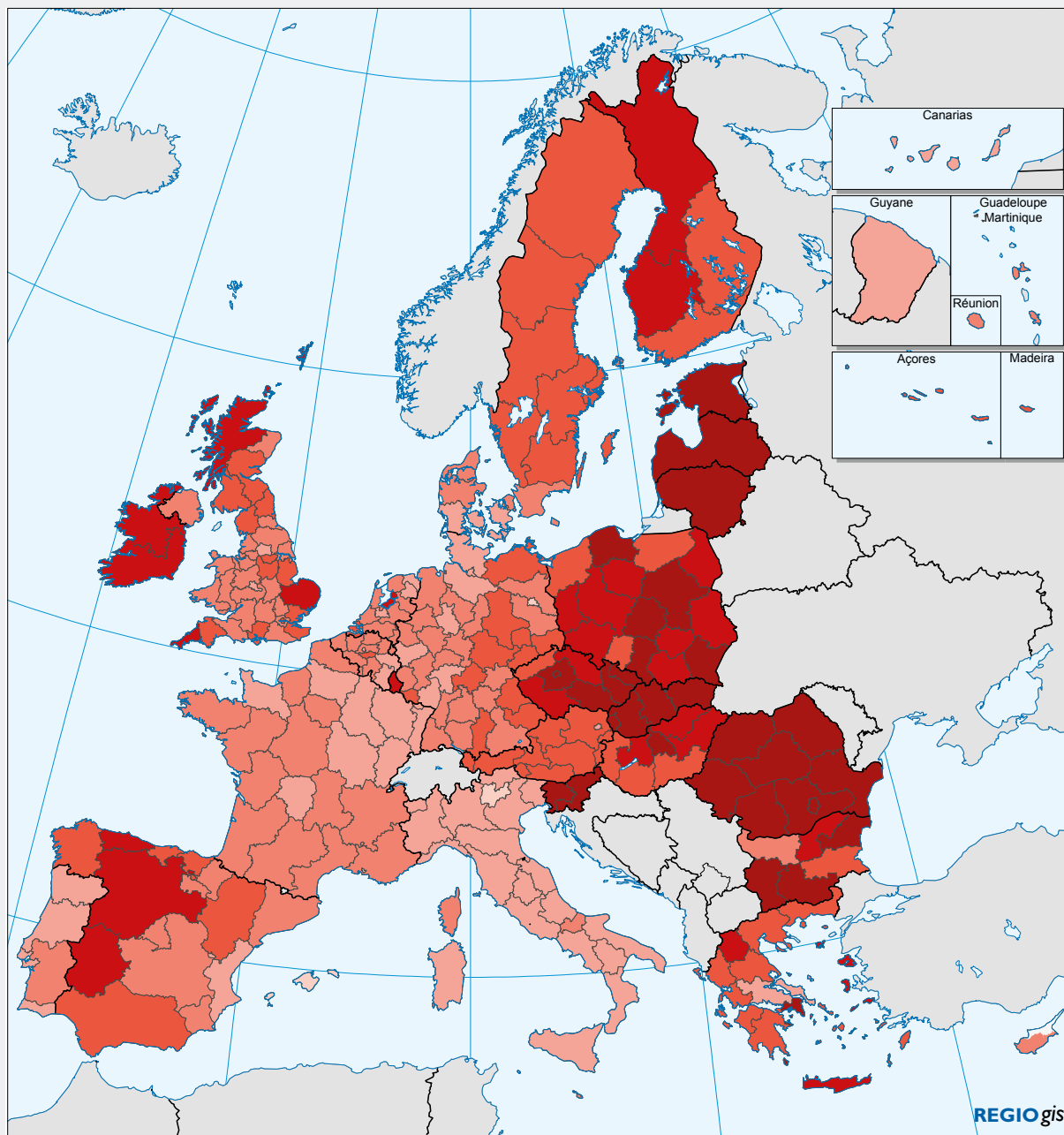
régions souffrant d'autres handicaps dus à leur insularité, à leur éloignement (régions ultrapériphériques ou arctiques, par exemple), à leur faible densité de population ou à leur caractère montagneux. Ainsi, elle peut favoriser une meilleure accessibilité, soutenir l'activité économique et promouvoir la diversification économique.

Quand les régions connaîtront-elles le montant du financement dont elles bénéficieront après 2013?

Le cinquième rapport sur la cohésion présente les grandes orientations de la future architecture de la politique. Quant aux propositions financières qui accompagneront les propositions législatives formant le cadre réglementaire après 2013, elles devraient être adoptées au cours du second trimestre de 2011.

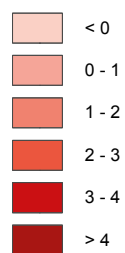


Construction d'une nouvelle route transfrontalière entre la Grèce et la Bulgarie, Drama, Grèce



Croissance du PIB par habitant en termes réels, 2000-2007

Pourcentage de variation annuel moyen



UE27 = 1.8
Sources: Eurostat, DG REGIO



© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

LA POLITIQUE DE COHÉSION INVESTIT DANS TOUTES LES RÉGIONS

Il est essentiel de soutenir toutes les régions européennes afin d'atteindre la cohésion économique, sociale et territoriale, un élément clé que continuera de défendre la future politique de cohésion. Si le plus gros du financement sert au redressement des régions plus pauvres, les régions plus développées reçoivent aussi une part non négligeable de l'aide de la politique de cohésion afin de leur permettre d'atteindre leur plein potentiel.

Si la politique de cohésion couvre toutes les régions, c'est parce que le développement concerne toutes les régions. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a montré qu'il n'existe pas un seul et unique modèle de développement: l'hypothèse que la croissance est concentrée dans les régions très développées de l'UE est fautive. Comme l'illustre la carte, la performance économique varie fortement d'une région à l'autre. On peut affirmer qu'une solide performance est présente dans tous les types de régions, riches ou pauvres, urbaines ou rurales, centrales ou plus périphériques, manufacturières ou tertiaires.

Exploitation optimale des atouts clés pour la croissance

Certaines régions rurales ont bénéficié de taux plus élevés de croissance que les régions urbaines, notamment en Europe de l'Ouest. Ces régions ont su tirer le meilleur parti de leurs ressources et opportunités économiques. Les régions rurales voisines des régions urbaines, par exemple, profitent de leur situation: plusieurs industries, comme l'entreposage et la fabrication à grande échelle, peuvent emménager dans les zones rurales voisines, attirées par les terrains moins chers et la proximité d'une importante main-d'œuvre.

Inversement, on retrouve également des performances médiocres dans tous les types de régions. Plusieurs régions urbaines ou plus développées ont vu leur croissance freinée par divers goulots d'étranglement. Certaines sont confrontées à des problèmes environnementaux et aux coûts d'agglomération, comme la congestion automobile et un coût de la vie plus élevé. D'autres échouent à mobiliser pleinement leurs ressources, avec de mauvais résultats en termes d'emploi, d'éducation et de productivité.

La capacité à mobiliser ses atouts est le facteur le plus déterminant du succès d'une région à promouvoir la croissance et le développement. Par conséquent, les politiques doivent chercher à exploiter le potentiel de croissance de toutes les régions.

Une approche locale: le développement par l'intégration

Un développement régional fort nécessite une coordination politique claire. Par exemple, les améliorations apportées aux infrastructures de transport doivent aller de pair avec un meilleur environnement d'entreprise afin de maximiser l'impact des deux. Les politiques visant à renforcer l'innovation seront plus efficaces si elles s'accompagnent d'investissements dans l'enseignement. C'est là que la politique de cohésion peut faire la différence: en rassemblant les politiques sectorielles dans un cadre cohérent et coordonné. Cette approche est pertinente pour toutes les régions de l'UE, quel que soit leur niveau de développement.

Dans cette approche intégrée, les régions de l'UE ont aussi un rôle à jouer, en rationalisant les priorités générales. Par exemple, la politique de cohésion leur a permis de se conformer aux normes européennes et d'atteindre les objectifs en matière de transport, d'innovation, de société de l'information et d'énergie. Elle leur a aussi permis d'améliorer leur protection environnementale et leur implication dans le processus de Lisbonne.

En avant

Ce rôle sera renforcé dans le cadre de la stratégie Europe 2020: la politique de cohésion financera des actions intersectorielles intégrées, adaptées aux contextes régionaux spécifiques. En matière d'innovation par exemple, elle complétera les initiatives ciblant les entreprises de pointe par des investissements en capital humain, infrastructure, finance ou mise en réseau, des conditions-cadres essentielles pour la performance de l'innovation. Elle soutiendra également les investissements dans l'internet à haut débit, les infrastructures de transport intelligent et d'énergie, l'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable, afin de créer une économie compétitive, connectée et plus écologique.

Pour le succès d'Europe 2020, toutes les régions doivent tenir leur rôle en promouvant une croissance intelligente, durable et inclusive. Depuis ses débuts, la politique de cohésion veille à ce que toutes les régions puissent à la fois contribuer à et bénéficier de l'intégration européenne, un principe auquel elle continuera à veiller dans le futur.

FAVORISER L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE

La politique de cohésion européenne est la première réponse qu'apporte l'UE aux disparités interrégionales et à l'objectif d'un développement harmonieux; 40 % du budget communautaire vise à atteindre un meilleur équilibre économique. Des investissements intelligents, durables et inclusifs de nature à favoriser la croissance dans des domaines tels que l'infrastructure, la recherche, l'enseignement, l'énergie ou les communications, constituent le meilleur moyen de renforcer les perspectives de prospérité dans les régions moins développées de l'Union.

Le budget communautaire consacre environ 4 € sur 10 € à la politique de cohésion, dans le but d'améliorer la prospérité des régions européennes et de leurs habitants, en particulier dans les régions à la traîne, qui concentrent plus de 80 % du budget de la politique de cohésion.

Saisir les opportunités...

Le monde concurrentiel dans lequel nous vivons offre des opportunités à ceux qui savent s'adapter. Les économies émergentes ont augmenté leur part du commerce mondial des biens et services, ouvrant de nouveaux marchés. La politique de cohésion aide les régions à saisir leur chance de croissance et veille à ce que tous les types de financement visent une croissance intelligente, durable et inclusive, dans la lignée de la stratégie Europe 2020.

Avec un budget de près de 350 milliards d'euros sur la période 2007-2013, la politique de cohésion investit massivement dans les priorités qui soutiennent cette stratégie, permettant aux régions de rivaliser plus efficacement sur le marché mondial.

... en investissant dans des domaines critiques, vecteurs de qualification et de compétitivité...

La politique de cohésion entend rendre nos régions plus dynamiques et compétitives. Ainsi, dans les régions en retard de développement, la construction d'autoroutes, de lignes ferroviaires et d'aéroports est cofinancée par la politique de cohésion, parallèlement à l'accès aux nouvelles technologies, au haut débit et au marché numérique ainsi qu'à la capacité d'innovation des entreprises. La politique couvre aussi l'enseignement et la formation de la population, tous âges confondus, en leur donnant les compétences nécessaires pour trouver un emploi. La promotion des start-ups et l'innovation sont d'autres actions importantes.

... tout en favorisant une attitude écologique et inclusive envers la croissance...

Cependant, le développement économique doit être durable — reconnaître la nécessité de protéger les ressources naturelles est au centre de cette politique. Le traitement des eaux usées urbaines, la promotion de l'efficacité énergétique et des énergies renouvelables et l'adaptation aux changements climatiques, tous occupent une place centrale.

Au cœur du modèle social européen réside la notion que le développement économique doit profiter à chacun. De ce fait, une autre priorité majeure consiste à améliorer les opportunités d'emploi des personnes menacées d'exclusion sociale et à lutter contre la pauvreté.



Estonie — Tartu, Centre de formation technique et professionnelle où les étudiants mettent à profit leurs compétences pour participer à l'entretien du centre

... contribue au développement d'une Europe harmonieuse

La plupart des régions moins développées ont prouvé de réelles améliorations en termes de compétitivité et de bien-être. En Pologne, principale bénéficiaire de la période 2007-2013, le PIB par habitant est passé de 51 % de la moyenne européenne en 2004 à 61 % en 2009. Sur la même période, le chômage a chuté de 19 % à moins de 9 % de la population active. Les mêmes tendances positives sont visibles dans d'autres États membres, comme la Slovaquie.

Les régions à la traîne reçoivent plus de 80 % du budget global, qui représente souvent 35 ou 40 % de l'investissement public total dans ces endroits.

La récente crise a beau avoir freiné le processus de rattrapage et fait monter la tension sociale, la politique de cohésion contribue à atténuer son impact là où il se fait le plus durement sentir. À cet égard, il est crucial de garantir le financement de domaines essentiels au développement et au bien-être, propices au redressement.

Les résultats sont plus mitigés dans certaines régions moins favorisées d'États membres relativement prospères. Néanmoins, les bénéfices en termes de productivité et d'emploi sont importants dans certaines régions du nord et de l'ouest de l'Espagne ainsi que dans l'est de l'Allemagne, par exemple, où la politique de cohésion continue de jouer un rôle vital dans la stimulation des économies européennes.



Soutien aux PME: plantation de bananes, La Réunion, France

RAPPROCHER LA POLITIQUE DE COHÉSION DES EUROPÉENS

La politique de cohésion est bien plus qu'une simple contribution financière à la croissance et à la création d'emplois. Sa valeur ajoutée va plus loin, engageant les représentants locaux et régionaux et les associant au processus de conception et de mise en œuvre de la politique. C'est précisément cette structure à plusieurs niveaux qui apporte le savoir et, partant, une plus grande efficacité.

D'où l'importance particulière de la gouvernance dans la politique de cohésion. À travers une gouvernance forte, garantissant l'engagement de tous les acteurs concernés, les mesures peuvent être adaptées aux conditions réelles, favorisant le sens des responsabilités et l'engagement pour le succès. Ici réside l'avenir de la politique de cohésion.

L'amélioration de deux domaines clés, à savoir la cohésion territoriale et le partenariat, contribuera à redessiner le paysage.

La cohésion territoriale démythifiée

Ce qui peut sonner comme un concept plutôt abstrait n'est en réalité qu'un moyen de rapprocher la politique de cohésion des Européens et de leur cadre de vie. Pour faire bref, la cohésion territoriale, c'est le développement durable de sa ville ou de sa région. C'est ouvrir les portes aux entreprises et aux personnes pour les aider à tirer profit des spécificités de leur région.

La concrétisation de ce concept implique de s'atteler aux disparités existantes, de promouvoir les atouts territoriaux par le biais de stratégies locales intégrées, de stimuler le développement local et de renforcer la coordination entre l'UE, les politiques nationales et sectorielles. L'idée sous-jacente est aussi de développer l'intégration territoriale et d'encourager la coopération interrégionale.

La réforme imminente de la politique de cohésion devra mettre l'accent sur quatre facteurs majeurs: les villes et le rôle qu'elles peuvent jouer; les géographies fonctionnelles; les zones présentant des difficultés géographiques ou démographiques spécifiques; et les stratégies macrorégionales. Chacun d'entre eux peut faire la différence.

Premièrement, la politique de cohésion post-2013 exigera un agenda urbain plus ambitieux. Le rôle des autorités urbaines devra être renforcé, tant dans la conception et la mise en œuvre de stratégies de développement que dans l'allocation transparente de ressources financières aux priorités urbaines.

Deuxièmement, la programmation devra être plus flexible. Des approches fonctionnelles devront être adoptées afin d'identifier les problèmes qui dépassent les structures NUTS 1 et NUTS 2.

Troisièmement, il s'agira de concevoir des stratégies macrorégionales pour compléter cette approche flexible et fonctionnelle de la cohésion territoriale. Ces stratégies devront livrer une grande variété d'instruments intégrés afin d'amplifier encore la coopération transnationale et, s'il en ressort une réelle valeur ajoutée, elles pourront être basées sur les besoins. À cet égard, la future coopération devra continuer à encadrer la coordination des divers politiques et programmes menés dans la macrorégion.

Enfin, quatrièmement, la prochaine génération de programmes devra aider les régions en proie à des difficultés géographiques ou démographiques spécifiques, et optimiser leur potentiel sans multiplier inutilement les programmes et les instruments.





La force du partenariat

Outre la cohésion territoriale, le partenariat ouvre aussi la voie à une gouvernance efficace et transparente. Il implique une étroite collaboration entre la Commission et les autorités nationales, régionales et locales, ainsi qu'entre les partenaires sociaux et économiques tout au long de la mise en œuvre de la politique de cohésion. Le partenariat est essentiel à la communication des priorités européennes, leur réalisation et leur appropriation.

Le partenariat et l'appropriation gagnent même en importance à la lueur de la stratégie Europe 2020 et des enseignements tirés de la stratégie de Lisbonne pour la croissance et l'emploi. Par une approche combinant cadre d'investissement intégré,

responsabilité sur le terrain et partenariats progressifs, la politique de cohésion peut contribuer dans une large mesure au succès de la stratégie Europe 2020 en renforçant la collaboration avec les partenaires locaux et régionaux.

L'application du principe de partenariat doit être améliorée. Il faut stimuler l'engagement des partenaires locaux et régionaux, des partenaires sociaux et de la société civile, tant dans le dialogue politique que dans la mise en œuvre de la politique de cohésion. Une manière d'y parvenir consiste à renforcer les approches locales du développement, en termes d'innovation sociale ou de relance des secteurs aux abois.

En bref, le cinquième rapport sur la cohésion recommande de renforcer le cœur de cible de la politique et de s'attacher à sa plus-value, à savoir son partenariat et son approche territoriale spécifique.



« Nous ne devons pas appliquer une politique uniforme, nous devons privilégier la diversité. Nous devons offrir des solutions personnalisées à chaque région, avec des résultats visibles et tangibles pour les citoyens. Cet aspect sera fondamental dans notre nouvelle stratégie Europe 2020. »

Johannes Hahn,
commissaire en charge de la
politique régionale

MESURER LE PROGRÈS

On mesure généralement le développement économique et la croissance sur la base du produit intérieur brut (PIB) par habitant. Le PIB permet de comparer les pays et régions et reste un assez bon indicateur de la performance économique, mais pas nécessairement du bien-être.

Au siècle dernier, la plupart des régions de l'UE, en particulier au sein de l'Europe des 15, ont vu leur développement économique croître à grande vitesse. Quant aux régions des États membres qui ont rejoint l'UE après 2004, elles poursuivaient une croissance intense avant la crise économique et rattrapaient rapidement le reste de l'Union. Mais il n'en demeure pas moins, comme le montre le cinquième rapport sur la cohésion, que d'importantes disparités persistent entre les régions de l'UE.

PIB versus revenus

Le PIB n'est pas toujours un bon indicateur du revenu des ménages, car sa hausse est rarement distribuée équitablement parmi la population ou entre les régions d'un pays. Ainsi, si la croissance du PIB par habitant ne profite qu'à une faible portion de la population ou si une part importante de la richesse est transférée à une autre région ou à un autre pays, la plupart des ménages de la région en question ne verront pas leurs revenus augmenter.

Pourtant, ce qui compte vraiment pour le bien-être des citoyens, ce n'est pas la quantité des biens et services produits dans une économie, mais le revenu disponible. Le PIB est une mesure très imparfaite car les pays diffèrent au niveau des services offerts gratuitement, p. ex. l'enseignement, et cette réalité influence la consommation des gens. Dans le même ordre d'idées, le PIB ne reprend pas la valeur des biens et services «privés» produits à domicile — allant de la cuisine à l'éducation des enfants en passant par le ménage — qui contribuent également au niveau de vie.

Le revenu n'est assurément pas le seul déterminant de la qualité de vie. Le cinquième rapport sur la cohésion montre que le bien-être et la satisfaction de vie dans les régions moins développées sont étroitement liés à l'augmentation des revenus du ménage. Dans les régions plus développées de l'Union, par

contre, ce lien est plus ténu, voire absent. Ainsi, plus les régions s'enrichissent, plus les gens apprécient d'autres aspects du bien-être, comme la satisfaction au travail, là où dans les régions moins développées, les habitants attachent plus d'importance à leurs revenus.

PIB versus qualité de vie

Le PIB ne reflète pas la qualité améliorée des biens et services. En réalité, on peut observer des évolutions rapides dans des domaines comme la technologie de l'information ou les services médicaux et l'enseignement, avec un impact direct sur la qualité de vie.

Le développement économique rapide du siècle dernier a un prix, celui de la pollution, des problèmes d'ozone, du réchauffement climatique et d'autres effets négatifs sur l'environnement. Ceux-ci ont une influence directe sur notre santé et induisent des coûts élevés pour l'économie, des conséquences que le PIB ne reflète pas.



Nadacia Inforoma — La communauté rom gère une école maternelle à Presov

Un environnement agréable, sûr, sécurisant et non pollué, des rapports de bon voisinage, de l'eau courante potable et une confiance réciproque sont autant de «biens courants» qui contribuent largement à une bonne qualité de vie. Mais, n'étant pas à vendre, ils ne sont pas repris dans le PIB.

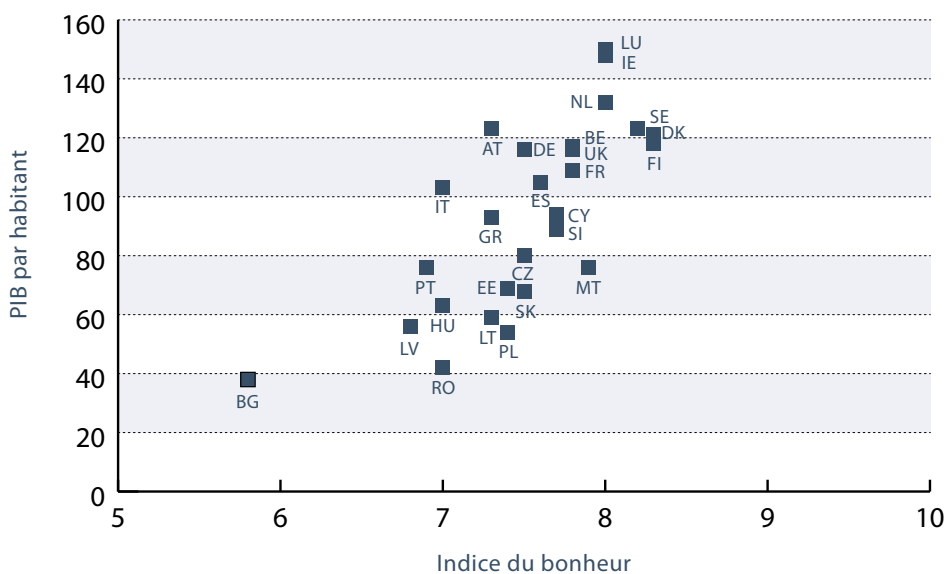
Résultat: la mesure du progrès dans le cinquième rapport sur la cohésion a dépassé le cadre du PIB, suivant les recommandations de Stiglitz, Sen et Fitoussi dans leur rapport 2009 sur la mesure du progrès, pour inclure des mesures à la fois objectives du bien-être, comme l'espérance de vie, et subjectives, comme la perception de la santé et le bonheur.

PIB versus bonheur

L'argent ne fait pas toujours le bonheur. En 2007, les trois États membres les mieux classés à l'indice du bonheur étaient les trois pays scandinaves. En queue de peloton, on trouvait la Bulgarie, la Lettonie et le Portugal, mais gare aux conclusions hâtives.

L'île de Malte est un exemple à part: classée seulement 18^e en termes de PIB par habitant, elle est toutefois 7^e selon l'indice du bonheur, tandis que l'Autriche se hisse à la 4^e place du PIB par habitant mais obtient une décevante 19^e place selon l'indice du bonheur. Comme le montrent les chiffres, si l'augmentation du PIB par habitant participe largement au bonheur à des niveaux de développement inférieurs, le lien s'atténue à mesure que le PIB augmente.

Rapport entre le bonheur et le PIB par habitant, 2007



DES PREUVES ÉVIDENTES DE RÉSULTATS POSITIFS

La politique de cohésion a marqué une grande différence, en termes de développement économique des régions à la traîne, mais aussi en termes de durabilité sociale et environnementale. De nombreux objectifs ont été atteints: il s'agit à présent d'adapter la situation actuelle et de renforcer l'accent sur la performance.

Adapter la situation actuelle

Grâce aux investissements de la politique de cohésion dans les routes et autoroutes de l'UE-15, le réseau est pratiquement complet. L'investissement dans ces pays devrait évoluer vers des modes de transport plus écologiques (notamment le rail et les modes de transport urbains).

On discerne également des avancées bienvenues vers des programmes plus durables. La moitié des États membres ont intégré des indicateurs et des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre dans leurs programmes de cohésion pour la période 2007-2013.

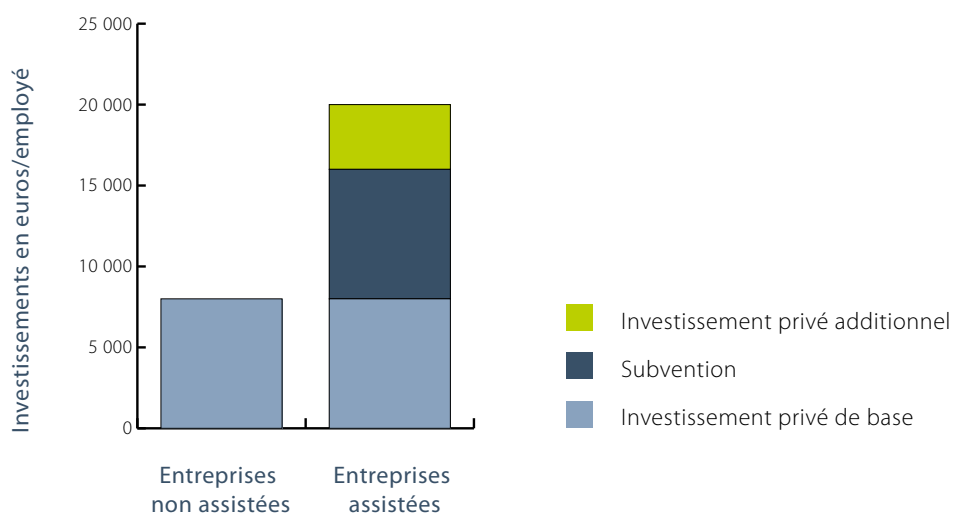
Si les subventions d'investissement constituent un outil utile, elles ont eu tendance à dominer les dépenses en entreprise et RDT. L'évolution vers un «portefeuille» plus équilibré (incluant une «ingénierie financière» sous la forme de prêts/capital-risque et des instruments non financiers tels que conseils et guidance) est bienvenue et doit être encouragée.

Renforcer l'accent sur la performance

L'une des conclusions majeures de l'évaluation indique que les programmes se concentrent souvent davantage sur la dépense des fonds («absorption») que sur le suivi des impacts réels. Si le premier point est évidemment une condition préalable au succès, le deuxième est en définitive ce qui importe.

C'est pourquoi la politique de cohésion doit entretenir la volonté d'une plus grande performance. Davantage de programmes devraient identifier précisément les objectifs attendus et suivre leur progression. Il faudrait aussi plus d'études d'impact, utilisant des outils comparables à des groupes de contrôle/comparaison, des analyses coûts-bénéfices, des enquêtes rigoureuses menées auprès des bénéficiaires et des études de cas approfondies.

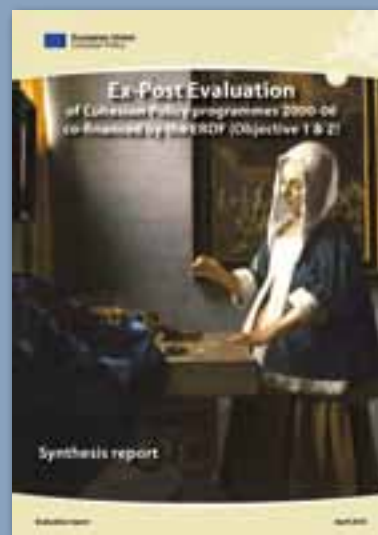
Impact des investissements subventionnés en Allemagne de l'Est – un exemple clair d'effet levier





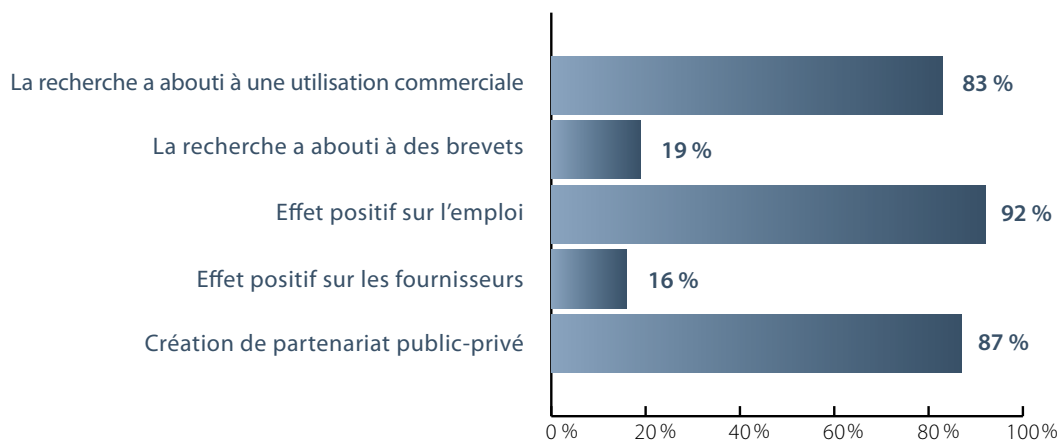
Réalisations majeures de la politique de cohésion 2000-2006:

- Plus forte croissance: le PIB dans les régions de l'objectif 1 présentait en 2006 une hausse estimée de 10 % par rapport à une absence de politique de cohésion. Une partie a bénéficié aux pays donateurs sous la forme de plus fortes exportations.
- La création d'environ 1 million d'emplois en entreprise. 230 000 PME ont reçu une aide financière (essentiellement sous la forme de subventions, mais aussi de prêts et de capital-risque), 1 100 000 autres ont reçu une aide non financière (surtout sous la forme de conseils et de guidance, mais aussi de mise en réseau et d'infrastructures professionnelles).
- Formation de 10 millions de personnes par an, dont 5,3 millions de femmes, 3,3 millions de jeunes, 1,6 million parmi les plus fragilisés, 1 million de chômeurs de longue durée et 5 millions d'infraqualifiés.
- Cofinancement d'environ 4 700 km d'autoroutes et 1 200 km de lignes ferroviaires à grande vitesse. Ces fonds ont aussi financé l'aménagement de quelque 7 300 km de lignes ferroviaires traditionnelles et de divers modes de transport urbains.
- 23 millions de citoyens reliés à des systèmes de collecte et de traitement des eaux usées, 20 millions à des systèmes d'eau potable modernes.
- Plus de 80 % des programmes de régénération URBAN ont pu compter sur la participation active de nombreux partenaires, notamment locaux — les évaluations y attribuent la réussite du projet.
- INTERREG a poursuivi la liaison des zones frontalières avec près de 12 000 réseaux et 63 000 accords de coopération.



Analyse du cycle de vie du soutien à la RDT aux PME, en Italie

Proportion de projets où...



PREBEN GREGERSEN



M. Preben Gregersen est responsable de l'organe danois en charge de la gestion des Fonds structurels et membre du groupe de haut niveau chargé de réfléchir sur la future politique de cohésion. Il préside également le comité de suivi danois des Fonds structurels.

Le cinquième rapport sur la cohésion évoque la nécessité d'harmoniser davantage la politique de cohésion avec la stratégie Europe 2020. Dans quelle mesure les conditionnalités, les incitants et la gestion basée sur les résultats peuvent-ils contribuer à améliorer l'efficacité de la politique de cohésion et sa conformité avec la stratégie Europe 2020?

Fort de mon expérience, j'estime essentiel de conditionner les ressources et de les concentrer efficacement: la politique de cohésion doit être fortement harmonisée avec la stratégie Europe 2020. Davantage que l'actuel alignement sur le processus de Lisbonne. Dans un objectif de croissance: une croissance intelligente, durable et inclusive. Avec une approche locale, qui mobilise le potentiel de croissance national, régional et local.

La difficulté réside dans la définition et le respect des choix stratégiques qui sous-tendent le «moteur de croissance local». Eu égard à la concentration thématique sur les facteurs de croissance, nos dernières expériences de la programmation stratégique ont été plutôt positives. Cependant, une plus grande orientation des résultats et des preuves est impérative. Il faut tenir compte de certains éléments: un cadre veillant à structurer les programmes selon un nombre limité d'objectifs (et pas le contraire); le développement d'indicateurs (dont certains pourraient être contraignants); et/ou une meilleure base pour les évaluations ex ante, en cours et ex post des programmes, pour n'en citer que quelques-uns. En ce qui concerne les incitants et la conditionnalité, je reste ouvert à un véritable débat sur chaque instrument, mais je préfère les instruments financiers aux instruments non financiers. Je n'exclus cependant pas une contribution à la performance par les derniers cités.

Le rapport reconnaît qu'une approche «passe-partout» n'est pas indiquée étant donné les «caractéristiques, opportunités et besoins largement différents» des régions. Mais il déclare aussi que «les futurs programmes devront se concentrer sur un petit nombre de priorités étroitement liées à la stratégie Europe 2020». Ces deux approches sont-elles compatibles?

À la lecture du cinquième rapport sur la cohésion, je remarque qu'il laisse suffisamment matière à réflexion pour faire en sorte que la concentration sur quelques priorités d'Europe 2020 soit compatible avec la programmation d'interventions locales ciblant les potentiels de croissance. Et compatible également avec une approche factuelle des différents points de vue et opportunités économiques et sociaux des régions. Toutefois, pour être franc, il me semble plus difficile de s'en sortir avec une notion de caractéristiques purement géographiques d'une région dans un contexte de politique de cohésion. À mon sens, l'ajout de la cohésion territoriale à la politique implique de s'attaquer à des dynamiques telles que les géographies fonctionnelles, les stratégies macrorégionales, les liens entre croissance urbaine et rurale, les frontières, etc.

Quel est, selon vous, le facteur décisif du succès de la politique de cohésion?

Permettez-moi de souligner la nécessité d'une réelle réflexion sur le principe de proportionnalité dans le futur cadre réglementaire — au-delà de la quête générale de réduction de la charge administrative. À cet égard, il faut obtenir un résultat qui reflète les risques, échelles et références associés à un programme.

Notons que mes commentaires ne lient nullement les réactions danoises au cinquième rapport sur la cohésion et au travail à venir. Le Danemark convient de la nécessité de poursuivre la cohésion économique et sociale à travers les Fonds structurels et de contribuer de manière ciblée à la réalisation des objectifs Europe 2020.

Dans cette édition, Panorama interviewe une sommité du management et un universitaire de renom sur ce que représente à leurs yeux le cinquième rapport sur la cohésion.



PHILIP MCCANN

Philip McCann est titulaire de la chaire dotée de Géographie économique de l'université de Groningue aux Pays-Bas. Il est conseiller spécial du commissaire européen en charge de la politique régionale, Johannes Hahn.

Le cinquième rapport sur la cohésion évoque la nécessité d'harmoniser davantage la politique de cohésion avec la stratégie Europe 2020. Dans quelle mesure les conditionnalités, les incitants et la gestion basée sur les résultats peuvent-ils contribuer à améliorer l'efficacité de la politique de cohésion et sa conformité avec la stratégie Europe 2020?

La politique de cohésion jouera un rôle vital dans le succès de la stratégie Europe 2020 car elle fournit la plateforme idéale pour mener une approche intégrée du développement économique. Cependant, sa capacité à dynamiser la stratégie Europe 2020 dépend fortement du principe de conditionnalité. Ces conditionnalités permettront des accords clairs et contraignants concernant les objectifs de la politique, le bon alignement des incitants pour toutes les parties prenantes, favoriseront une bonne gouvernance à plusieurs niveaux et les réformes institutionnelles éventuellement requises, garantiront l'appui des politiques sur les connaissances locales et leur appropriation par la population locale, et veilleront à ce qu'elles soient idéalement taillées à la mesure des besoins locaux de développement économique.

Le rapport reconnaît qu'une approche «passe-partout» n'est pas indiquée étant donné les «caractéristiques, opportunités et besoins largement différents» des régions. Mais il déclare aussi que «les futurs programmes devront se concentrer sur un petit nombre de priorités étroitement liées à la stratégie Europe 2020». Ces deux approches sont-elles compatibles?

La stratégie Europe 2020 énonce les grands thèmes qui attendent l'Europe, et la politique de cohésion jouera un rôle critique dans l'impulsion de la stratégie, en combinant flexibilité et concentration. Une politique de cohésion européenne locale

est suffisamment flexible pour répondre aux différents besoins de développement économique des régions. C'est essentiel car les défis locaux rencontrés par les différentes régions européennes varient énormément et une approche locale permet de personnaliser adéquatement la politique de cohésion en fonction de ces besoins. Dans le même temps, cependant, la concentration sur les objectifs Europe 2020 permet de maximiser l'impact de la politique de cohésion dans toutes les régions, de surcroît en accord avec les objectifs plus généraux de l'Union européenne.

On a beaucoup parlé de l'importance des indicateurs de résultat. Comment se rapportent-ils à la stratégie Europe 2020 et aux conclusions du cinquième rapport sur la cohésion?

Les trois principaux thèmes d'Europe 2020, à savoir une croissance intelligente, durable et inclusive, doivent former un tout et refléter une approche territoriale holistique et intégrée du développement économique européen. Les régions doivent identifier quelle combinaison des cinq objectifs d'Europe 2020 — à savoir améliorer les conditions d'innovation, de recherche et de développement; améliorer les niveaux d'éducation; répondre aux objectifs énergétiques et de lutte contre le changement climatique; promouvoir l'emploi; ou promouvoir l'inclusion sociale, notamment par la réduction de la pauvreté — illustre leurs principaux défis au niveau local. Il est essentiel de développer des indicateurs de résultat clairs et mesurables afin de permettre à tous les acteurs concernés d'identifier le progrès, l'impact et le succès de leurs projets et programmes opérationnels.



L'Académie de l'énergie de l'île de Samsø, haut lieu de la recherche et de l'information sur les énergies renouvelables et durables

ENRICHISSEMENT DU CINQUIÈME RAPPORT SUR LA COHÉSION

Le cinquième rapport sur la cohésion, adopté le 9 novembre, a été enrichi des contributions de la Commission européenne et de nombreuses sources extérieures.

Le Centre commun de recherche de la Commission a créé un indice unique de la compétitivité régionale et développe un nouveau modèle économique régional. Le Bureau GMES (Global Monitoring for Environment and Security) de la DG Entreprises et industrie a élaboré l'Urban Atlas, qui cartographie toutes les agglomérations européennes, révélant de nombreux modèles différents d'urbanisation et d'étalement.

Ce rapport s'appuie sur de nombreuses études publiées par des experts externes. Ainsi, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a rapporté les principales sources d'innovation et de croissance. Dix autres études se sont penchées sur des thèmes aussi variés que les coûts et bénéfices régionaux de l'augmentation des flux commerciaux, les investissements publics par région et la qualité du gouvernement. Enfin, l'impact de la politique de cohésion a été évalué sur la base de l'analyse de 174 études de cas, d'indicateurs issus de 382 programmes de cohésion et de plus de 20 études différentes.

Le rapport utilise des nouvelles typologies régionales, comme la classification urbaine-rurale développée par la Commission ou régions métropolitaines-ultrapériphériques développée par la DG Politique régionale et l'OCDE. Pour ce rapport, les définitions de régions insulaires et montagneuses ont été ajustées afin de mieux intégrer ces caractéristiques géographiques.

Pour préparer le rapport, l'équipe Système d'information géographique de la DG Politique régionale a produit plus d'un millier de cartes, graphiques et tableaux. Le cinquième rapport sur la cohésion inclut plus de 200 cartes, graphiques et tableaux, un record absolu.

Les données à la base des cartes et typologies régionales peuvent être téléchargées ici:

https://circabc.europa.eu/d/d/workspace/SpacesStore/b35d4432-3434-496a-9726-641f55f8abaf/5CR_data_and_typologies.zip

Cartographier les données de transport, établir des connexions

Pour mesurer l'accès régional aux vols passagers, une seule source d'information ne suffit pas. Par exemple, si la Région bruxelloise ne possède pas d'aéroport sur son territoire, cela ne signifie pas qu'elle n'a pas accès aux vols. Pour surmonter ces frontières administratives et afin de mesurer l'accès réel aux vols, nous avons utilisé le nombre de vols quittant chaque aéroport, le temps nécessaire pour atteindre ces aéroports et la répartition de la population dans la région concernée.

POUR EN SAVOIR PLUS

- Eurostat

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/statistics_explained/index.php/Regions_of_Europe

- Cinquième rapport sur la cohésion

http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/cohesion5/index_fr.htm



CONSULTATION PUBLIQUE SUR LE CINQUIÈME RAPPORT SUR LA COHÉSION

Le cinquième rapport sur la cohésion, adopté le 9 novembre, en témoigne: malgré l'atténuation des disparités entre les régions de l'UE, il reste d'importantes différences économiques. Si la politique de cohésion a contribué à améliorer les conditions économiques, sociales et environnementales au sein de notre Union, l'horizon reste fait de grands défis.

L'adoption du quatrième rapport sur la cohésion en 2007 avait donné le coup d'envoi d'une période de réflexion sur l'avenir de la politique de cohésion européenne, après 2013. Cette période a été marquée par la publication d'une série de notes d'orientation, d'évaluations et d'études fouillées, ainsi que par des discussions de portée équivalente qui réunirent autour de la table des universitaires, des experts politiques et des organisations internationales.

Regarder en arrière pour aller de l'avant

Les grandes orientations exposées dans les Conclusions du cinquième rapport sur la cohésion entendent ouvrir un plus vaste processus de consultation sur l'avenir de la politique européenne de cohésion. Dans les prochains mois, la Commission entamera des discussions approfondies avec les acteurs concernés afin de connaître leur point de vue sur les propositions pour la politique de cohésion post-2013.

Questions clés pour le futur:

Dans quelle mesure la crise économique mondiale affectera-t-elle l'investissement public à long terme?

Dans quelle mesure le ralentissement économique affectera-t-il la taille et la structure du budget communautaire post-2013?

Dessiner le futur

Le cinquième rapport sur la cohésion a marqué le lancement, le 12 novembre 2010, d'un processus de consultation publique par la Commission jusqu'au 31 janvier 2011. Les avis des intéressés aideront à façonner et à préparer la future politique au cours du premier trimestre de 2011, tandis que des propositions législatives suivront pour les Fonds structurels et de cohésion après 2013. La Commission poursuivra ses consultations avec les acteurs à propos des propositions les 31 janvier et 1^{er} février 2011, à l'occasion du cinquième Forum de la cohésion organisé à Bruxelles.

L'ensemble des propositions législatives, y compris le Règlement général et les règlements relatifs au Fonds européen de développement régional, au Fonds de cohésion et au Fonds social européen, devraient être adoptées par la Commission au second semestre 2011.

POUR EN SAVOIR PLUS

Consultation publique

http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/5cr/index_fr.cfm



TESTEZ VOS CONNAISSANCES AVEC LE QUIZ SUR LA COHÉSION

- 1) Dans quel pays se trouve la région la plus vulnérable au changement climatique?
- 2) Quel pays est le plus heureux de l'Union?
- 3) Dans quel pays se trouve la région la plus concurrentielle?
- 4) Quel pays a consommé la plus grande part d'énergie renouvelable?
- 5) Dans quel pays se trouve la région la plus active en matière de formation?
- 6) Dans quel pays se trouve la région ayant accès au plus grand nombre de vols passagers?
- 7) Dans quel pays se trouve la région avec la plus faible incidence de mortalité infantile?
- 8) Dans quel pays se trouve la région enregistrant le plus faible taux de chômage?
- 9) Dans quel pays le taux de chômage des femmes se rapproche-t-il le plus de celui des hommes?
- 10) Dans quel pays se trouve la région avec le plus haut taux de population de 30-34 ans diplômée de l'enseignement supérieur?

- 1) En Espagne, dans la région d'Estremadure (indice de vulnérabilité climatique: 100).
- 2) Le Danemark (indice du bonheur: 8,3).
- 3) La région obtenant le meilleur résultat (100) est Utrecht, aux Pays-Bas.
- 4) La Suède (43 %).
- 5) Au Danemark, Copenhague (Hovedstaden: 39,1 %).
- 6) Au Royaume-Uni, dans la région de Luton (3 436 vols par jour).
- 7) En Finlande, l'incidence la plus faible est dans la région d'Åland (zéro).
- 8) La région avec le plus faible taux de chômage (1,9 %) est Prague, en République tchèque.
- 9) En Finlande (0,2-1,4 %).
- 10) Au Danemark, Copenhague (Hovedstaden: 58,6 %).

RÉPONSES

DATES 2011	ÉVÉNEMENT	LIEU
12 novembre 2010 – 31 janvier 2011	Consultation publique sur les conclusions du cinquième rapport sur la cohésion économique, sociale et territoriale http://ec.europa.eu/regional_policy/consultation/5cr/index_fr.cfm	En ligne
31 janvier – 1^{er} février	Cinquième forum sur la cohésion	Bruxelles (BE)
16 – 18 mars	Quel avenir pour la politique de cohésion? — Un débat académique et politique (Regional Studies Association) http://www.regional-studies-assoc.ac.uk/events/future.asp	Bled (SI)
21 mars	Conférence sur l'impact de l'innovation et de la R&D sur le développement économique régional http://www.jinnove.net/News/News/Lille-Innovation-Conference-LINC	Lille (FR)
31 mars – 1^{er} avril	Présidence hongroise: Conférence sur la stratégie EU 2020 et l'avenir de la politique de cohésion	(HU)
2 – 3 mai	Présidence hongroise: Conférence de haut niveau sur le développement urbain «Changement climatique en lien avec le développement urbain et la démographie urbaine»	(HU)
19 – 20 mai	Réunion ministérielle informelle	(HU)
23 – 24 juin	Conférence «Les régions, actrices du changement économique» et RegioStars Awards http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/interregional/ecochange/index_fr.cfm	Bruxelles (BE)
10 – 13 octobre	Open Days http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm	Bruxelles (BE)

De plus amples informations sur ces événements sont disponibles sous la rubrique Agenda de notre site Inforegio:
http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm

Site web de la présidence hongroise: <http://www.eu2011.hu/fr>

L'édition printanière de Panorama,
à paraître en avril, se penchera sur la stratégie
européenne pour la région du Danube.

L'édition d'été, qui paraîtra en juin, sera consacrée
au transport dans le cadre de la politique régionale.
Panorama attend vos commentaires et questions.
Nous aimerions connaître votre expérience.

Dès lors, si vous souhaitez partager des contributions
intéressantes en lien avec notre futur sujet, poser des questions
ou exprimer votre point de vue à cet égard ou sur tout autre aspect
de la politique régionale, n'hésitez pas à contacter:

regio-panorama@ec.europa.eu

KN-LR-10-036-FR-C

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2010
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

